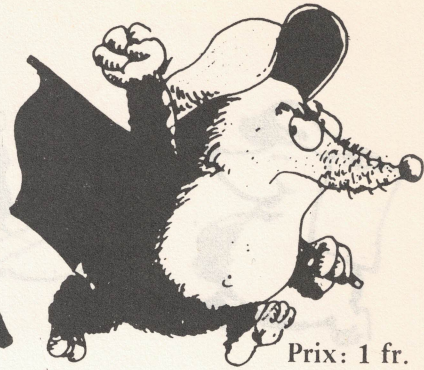


LATAUPE



Prix: 1 fr.

1982 numéro 1 AVRIL

**TOUS
A LA
MERCHE DE
PÂQUES !**

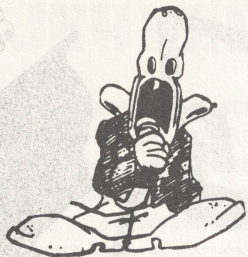


**NON A LA
GUERRE
ATOMIQUE !**

NON AU MILITARISME !



SALVADOR, POLOGNE : SOLIDARITE



ALES ★ NOUVELLES LOCALES ★ NOUVE

Dans la série "les petits bruits de LAUSANNE", le cercle Taupe de la grande cité a organisé dix jours d'action pour mobiliser le plus possible de jeunes autour des marches de Pâques. Nous avons d'abord appelé les jeunes à se réunir pour parler du problème du désarmement et faire des propositions; ensuite nous les avons convoqué à la projection du film: "Charlot à la guerre".

Cette campagne que nous avons entreprise avec tout le courage nécessaire représentait un double avantage, premièrement sensibiliser les jeunes à ces problèmes et deuxièmement agrandir notre cercle.

En espérant avoir un tant soit peu contribué à l'agrandissement des rangs des manifestants, nous vous disons à très bientôt...à Bâle!

BIENNE: La Taupe au carnaval! et dans la préparation des marches de Pâques

Le cercle biennois mène actuellement campagne dans la jeunesse pour mobiliser en vue de la manif du 12. Discussion dans les gymnases, stand et animation de rue avec missile en carton de 2 mètres de long vont précéder un meeting organisé en commun avec les camarades des Jeunesses socialistes sur

le thème: " quel antimilitarisme en Suisse? "Les jeunes qui objectent ont également été invité pour présenter l'initiative "pour un service civil".

Mais cela n'a pas empêché La Taupe de réagir au déroulement du carnaval. A une semaine des élections complémentaires à la Municipalité, le journal du carnaval reprenait bizarrement (en les amplifiant sous couvert d'ironie bien sûr) les attaques du Parti radical contre les femmes ou les jeunes qui s'organisent pour défendre leurs droits. Cible privilégiée du journal: le dormitorium (maison où les jeunes peuvent passer la nuit et prendre le déjeuner pour une somme modique). A en croire les joyeux fêtards du carnaval, cette maison —gérée par des jeunes avec l'appui des autorités socialistes— serait un lieu de perdition où drogue et recel d'objets volés feraient bon ménage.

La taupe, le collectif féministe socialiste et le centre autonome ont dénoncé dans un tract commun ces basses attaques dont le but est de créer un climat anti-jeunes dans la population et préparer ainsi des razzias policières contre le centre autonome ou le dormitorium.

Genève...les beaux jours
Avec l'arrivée du printemps, Genève se prépare à accueillir les milliers de touristes qui déferlent chaque année dans cette charmante ville. Le jet d'eau, l'horloge fleurie, les restaurants, les bijouteries, tout est propre en ordre, suisse quoi.
C'est aussi dans le but de respecter cette bonne vieille image de la Suisse que les flics font au moins une rafle par semaine sur la place du Molard où se rassemblent des jeunes, et cela depuis 1 ou 2 mois.
Ainsi les touristes ne verront qu'une belle ville peuplée de petits genevois bien proprespuisque quelques autres se retrouveront à Champ Dollon.

LES LOCALES ★ NOUVELLES LOCALES

Prenez contact
abonnez-vous

- case postale 13, 2500 Bienne 4 (032) 22 95 47
- case postale 858, 1211 Genève 3 (022) 20 68 02
- case postale 592, 1000 Lausanne 17 (021) 23 05 91
- case postale 32, 2000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23

"Socialisme ou Barbarie" telle est l'alternative que posait Rosa Luxemburg pendant la première guerre mondiale. Où en sommes-nous aujourd'hui? Allons-nous passer pour de vieux nostalgiques ou de sombres théoriciens si nous posons la même question?

Armement atomique, double décision de l'OTAN, Pologne, Salvador, chômage, répression à l'encontre du mouvement jeune, restrictions budgétaires en matières sociales... voilà juste quelques uns des problèmes que nous rencontrons.

La course aux armements n'épargne pas la Suisse. Non seulement ni nuages, ni explosions atomiques ne s'arrêteront à nos frontières, mais dans notre pays également on assiste à une augmentation constante des dépenses d'armements. L'analogie avec les pays de l'OTAN saute aux yeux: soutien des Conseillers fédéraux Aubert et Chevallaz à la politique extérieure de Reagan, réductions des budgets sociaux en faveur de l'armée... Voilà pourquoi nous répondons à tous les militaristes, qu'ils soient suisses ou étrangers: "pas un sou pour l'armée, soutien à la lutte des comités de soldats, oui à une Europe dénucléarisée!"

Nous voulons renforcer le mouvement pacifiste et contribuer à ce que les marches de Pâques soient suivies massivement, ou encore à ce que le 50ième anniversaire du 9 novembre 1932 —jour de l'intervention meurtrière de l'armée suisse contre une manifestation antifasciste à Genève— ne sombre pas dans l'oubli.

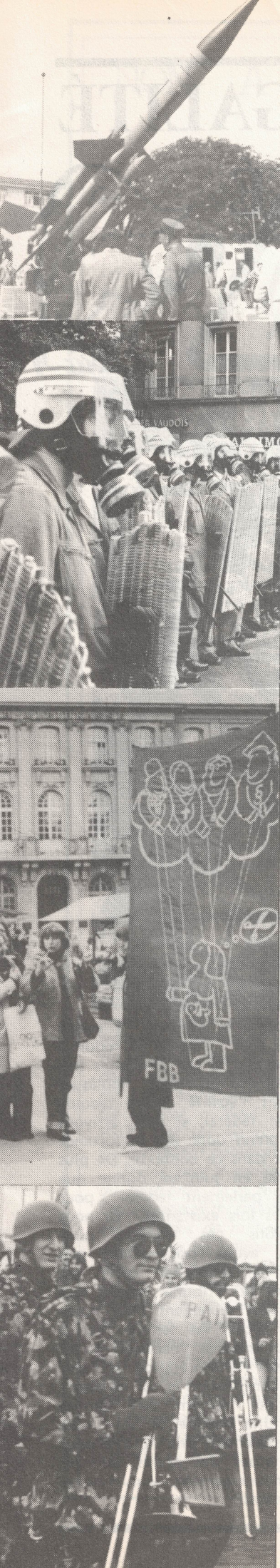
Une paix durable sans socialisme, est à nos yeux impensable, car la paix ne pourra être réalisée que lorsque toute oppression aura été éliminée. Des images d'une brutalité atroce nous parviennent du Salvador et du Guatemala. Les gouvernements de ces pays mènent, avec l'aide active des Etats-Unis, une guerre d'extermination contre leur propre population. Le Nicaragua et Cuba sont aussi menacés par les plans d'intervention des USA. Voilà pourquoi ces peuples ont besoin de notre solidarité.

Le 13 décembre Jaruzelski et les bureaucraties russe et polonaise ont tenté par leur putsch militaire d'anéantir le syndicat Solidarnosc. Mais celui-ci continue malgré tout à exister dans la clandestinité. Nous soutenons les travailleurs polonais, car ils ont concrétisé notre espoir d'un socialisme démocratique, qui soit une alternative au capitalisme et à la dictature des Etats de l'Europe de l'est.

En Suisse, la majorité des femmes qui désirent avorter doivent encore le faire dans la clandestinité, et cela principalement pour les "mineures". La lutte pour le droit à l'avortement va reprendre cette année une signification importante avec le lancement d'une nouvelle initiative à laquelle la Taupe va participer. La répression actuelle contre le mouvement jeune nous donne un avant-gout de ce que signifie la révision du code pénal qu'a préparé Furgler. Lors de la votation populaire en juin il s'agira de dire NON à cette tentative de légaliser l'espionnage policier et la criminalisation. 1982 sera aussi l'année où nous allons déposer l'initiative "pour une formation professionnelle et un recyclage garantis". La lutte pour une meilleure formation, pour la défense des droits des apprentis, pour leur intégration dans les conventions collectives de travail ne fait ainsi que commencer.

Comme vous le voyez la liste des tâches que nous nous sommes fixées est longue. Pour accomplir ces buts auxquels de nombreux jeunes souscrivent, nous devons devenir plus forts. Alors si toi aussi tu penses qu'il faut se battre aujourd'hui pour le socialisme afin d'éviter la barbarie, si tu es d'accord avec les campagnes que nous voulons mener, rejoint-nous, prend contact avec nos militants, et commençons ensemble à construire une organisation révolutionnaire de jeunes.

LA TAUPE



POUR QUE L'ÉGALITÉ DEVIENNE UNE RÉALITÉ



Deux années sont maintenant passées depuis que la lutte contre les cours ménagers imposés aux filles a débuté dans plusieurs cantons. A Berne, Zürich et dans le Jura, les autorités ont été obligées de donner —au moins partiellement— raison aux "boycotteuses du cours de casseroles". Nous avons interviewé Marie-Corinne, une des fondatrices du mouvement de protestation et membre du cercle La Taupe de Bienne.

Pourquoi le parlement bernois a-t-il voté dernièrement une nouvelle loi sur les cours ménagers?

La nouvelle loi concoctée par le grand conseil bernois est évidemment l'aboutissement de toute la campagne de mobilisation que nous avons menée depuis 1979. Trois boycotts successifs, un procès retentissant, une campagne de presse fournie et des actions diverses de mobilisation n'ont pu laisser les autorités indifférentes. Le soutien rencontré dans la population et surtout dans la jeunesse, ont permis le développement d'un mouvement important, dont le point culminant fut sans doute le procès de 1980 où 200 personnes étaient présentes pour témoigner de leur soutien. Le recours à des moyens d'action combattifs (grève des cours, procès...) et les mobilisations ont ainsi contraint les autorités à accélérer les réformes mises à l'ordre du jour par la victoire du 14 juin, victoire à laquelle nous avons contribué, en menant bataille pour l'égalité des droits aux côtés des groupes féministes et des partis de gauche. Aujourd'hui nous continuons de lutter au sein du "comité national du 14 juin pour l'application des droits égaux" qui jouera le rôle principal pour coordonner les prochaines luttes sur cette question.

Quelles sont toutefois les limites de la nouvelle loi?

Le grand conseil bernois s'est contenté d'abroger pour une période transitoire, l'obligation pour les filles de fréquenter le cours. Mais les communes gardent le droit de rendre le cours obligatoire si elles le désirent. On revient ainsi à la loi de 1925! L'histoire tournerait-elle à l'envers? Il s'agit d'un tour de passe-passe scandaleux qui fera probablement coexister le statu quo dans les communes conservatrices et l'existence d'un cours facultatif dans les grandes villes du canton, là où le mouvement des boycotteuses a mené bataille. Et bien que le principe du "droit de choisir" pour les filles a été accepté, ce qui est quand même notre victoire, il n'est nulle part question d'un cours mixte avec le contenu enrichi et élargi à d'autres matières comme nous l'exigeons. Parlons donc de demi-victoire, arrachée d'ail-



leurs de justesse (76 voix contre 71 UDC, PDC...). Mais nous n'allons pas en rester là, puisque nous étudions la possibilité de faire opposition à la nouvelle loi que nous estimons contraire à la constitution fédérale modifiée par le vote du 14 juin. Affaire à suivre donc...

Et les boycotteuses de 1980, la justice les aurait-elle "oubliées"?

Justement j'y venais. Et bien non. Les boycotteuses ont reçu dernièrement leurs amendes. Neuf mois après le vote sur l'égalité, quelques jours à peine après la promulgation de la nouvelle loi, nous n'allons évidemment pas accepter cela sans réagir et sommes prêtes à aller jusqu'au Tribunal fédéral pour éviter de se faire condamner par une loi sexiste et dépassée

Quelles sont vos chances de succès?

Difficile à dire. Si l'article 4 sur lequel nous allons nous appuyer a fait l'unanimité (ou presque) de la droite à la gauche, c'est précisément en raison de son contenu vague et

limité. Excepté le principe "à travail égal, salaire égal", l'article se réduit à un vœu pieu, d'où les difficultés très grandes aujourd'hui pour appliquer effectivement l'égalité. Notre recours au Tribunal fédéral, si nous arrivons jusque là, prend donc une importance plus grande dans ce contexte. De plus l'article voté en juin ne donne que mandat au parlement fédéral pour améliorer les lois existantes. Or nous nous n'avons pas attendu pour agir, nous avons nous-mêmes pris l'initiative de détourner cette loi. Le jugement du Tribunal fédéral sera important non seulement pour nous, mais pour toutes les femmes car il donnera au tribunal l'occasion de se prononcer sur l'interprétation de l'article 4 de la constitution et sur les discriminations qui doivent être abolies sans délai. Une victoire de notre part serait non seulement une victoire pour les boycotteuses des autres cantons, mais un encouragement pour d'autres luttes féministes.

NON A LA REDUCTIONS DES BOURSES !!!



Les caisses de la Confédération sont, paraît-il, vides, Cela n'a pas empêché Ritschard d'annoncer dernièrement que le déficit prévu de l'année en cours ne serait finalement pas trop grave. Mais les caisses de l'Etat sont vides. D'ailleurs, si vraiment elles le sont, ce n'est pas un hasard. Les partis bourgeois, majoritaires aux chambres fédérales, refusent de prendre des mesures pour lutter contre la fraude fiscale ou de s'attaquer aux bénéfices des banques. Côté dépenses, ces mêmes partis ne se privent pas d'augmenter les dépenses militaires (cf dossier).

C'est dans ce contexte qu'il faut placer un débat ô combien important selon la presse, celui du "nouveau partage des tâches entre les cantons et la Confédération". Vous allez dire: "vachement emmerdant comme débat". Ouais, reste que derrière ce titre ronflant, il s'agit en fait de faire reporter sur les cantons une série de tâches sociales dont se charge actuellement la Confédération. Résultat: 80 millions de francs de subventions aux cantons pour les bourses seront supprimés! Cela aura deux conséquences:

-- les cantons auront une compétence générale en matière de financement de la formation et vont de ce fait racourcir les budgets pour couvrir la perte des subventions fédérales... et l'argument des "caisses vides" va se retrouver au niveau cantonal.

-- cette nouvelle répartition va renvoyer aux calendes grecques une vieille revendication des étudiants à savoir l'harmonisation des bourses au niveau national.

Actuellement en effet les différences sont énormes de cantons à canton. Alors qu'un étudiant bâlois qui doit habiter pour sa formation hors de chez ses parents peut recevoir jusqu'à 3600 par année, un argovien devra se contenter de 320.-! Le hasard pénalise l'étudiant qui a un "mauvais" canton d'origine. Ainsi un ressortissant bernois peut obtenir 9 000.- par année là où dans les mêmes conditions un fribourgeois devra se débrouiller avec 1 900.-

Le manque d'harmonisation est particulièrement pénible pour les étudiants des cantons non-universitaires. Ceux-ci sont en effet obligé de s'"exiler" pour poursuivre leur formation et supportent de ce fait des frais importants. C'est le cas des tessinois qui ont grandement besoin des bourses pour vivre. Or c'est dans ce canton que les autorités commencent aujourd'hui leurs coupes sombres dans les subventions prévues pour les boursiers. En réaction à cette politique, s'est créée l'"Association des étudiants tessinois" afin de s'opposer à cette attaque aux conditions de vie.

L'UNES (Union nationale des étudiants suisse) a pour sa part lancé une pétition contre la suppression de ces subventions et pour l'harmonisation en cette matière au niveau fédéral. Nous vous appelons à signer et faire signer cette pétition et exigeons:

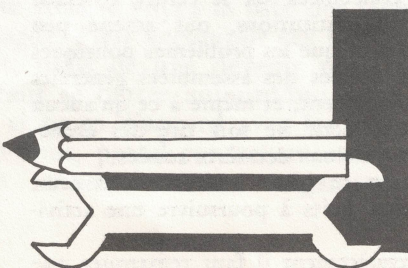
-- l'établissement par la Confédération de prestations minimales valables dans toute la Suisse et des subventions correspondantes pour assurer ces minima,
-- l'établissement d'un système d'évaluation valable au niveau fédéral afin que les personnes des cantons non-universitaires ne soient plus défavorisées,
-- l'ajustement de ces bourses à l'augmentation du coût de la vie, afin que la hausse des prix — et particulièrement des loyers — n'aient plus les dures conséquences que nous connaissons aujourd'hui.

Eh, oui : à fin 1981, soit moins d'une année après son lancement, notre initiative "pour une formation professionnelle et un recyclage garantis" a déjà obtenu les 100 000 signatures nécessaires à son dépôt. Il ne reste plus qu'à rassembler, dans une dernière foulée, les 6 ou 8 000 signatures de la sécurité. Ce résultat, qualifié "d'exploit du PSO" par un quotidien romand, est triplement significatif.

D'une part il souligne la réalité du problème de la formation professionnelle et du recyclage. Ce sont des dizaines de milliers de témoignages que les militant(e)s du PSO ont entendus sur les discriminations subies, les mauvaises formations acceptées à contre-cœur, les voies de garages expérimentées, le recyclage impossible. Le problème est là, bien là. Et la perspective avancée par le PSO — desserrer l'étau du monopole patronal sur la formation professionnelle par le biais d'ateliers publics d'apprentissage — éveille un intérêt à sa mesure.

Initiative formation professionnelle

Les 100 000 signatures
sont là!





ZURICH LE MOUVEMENT

A Winterthour le procès contre des membres actifs du mouvement jeune a eu lieu dans une atmosphère qui rappelle celle des procès de terroristes. Flics super-équipés avec chiens et tout et tout étaient là pour criminaliser la révolte des jeunes. Bilan: 14 mois de prison ferme pour le "principal accusé" et d'autres peines vont suivre contre ces inculpés soigneusement choisis parmi des centaines, voir des milliers de jeunes interpellés lors d'une rafle au centre autonome ou dans une manif "non-autorisée".

Bref la répression va bon train contre le mouvement et se développe également à l'uni ou dans les écoles. D'ailleurs, les partis bourgeois, renforcés par leur victoire récente aux élections communales, n'ont pas attendu

bien longtemps pour raser le centre (à défaut des alpes!).

Ces attaques sont d'ailleurs lourdes de conséquences pour le mouvement: résignation, recherche de solution individuelle, fuite dans la drogue ou l'alcool, éclatement et isolement découlant de l'interdiction de manifestation et de réunion qui empêche de continuer à faire des expériences collectives.

Les gigantesques problèmes sociaux, principalement la drogue dure, qui se sont concentrés sur le centre à défaut d'autres institutions, ont amené peu à peu à ce que les problèmes politiques soient écartés des assemblées générales du mouvement, et même à ce qu'aucun bilan collectif ne soit tiré des événements des deux dernières années. Pourtant ce bilan intéresse tous ceux qui sont prêts à poursuivre une activité.

Premièrement il faut remarquer que les problèmes actuels des centres autonomes témoignent de l'impossibilité de

créer des "zones libérées autogérées" dans une société qui ne fonctionne pas sur l'autogestion. Les lois de l'exploitation capitaliste, du bétonnage et de la destruction de l'environnement au service de la recherche du profit, ne permettent pas de zones libérées, même aussi restreinte qu'un centre autonome. Il ne faut se faire aucune illusion à ce sujet, d'ailleurs les centres autonomes des autres villes ne sont ni totalement autonomes, ni vraiment autogérés, ils n'ont que réussi à trouver un meilleur compromis avec les autorités.

Une deuxième constatation liée à ce problème: la volonté de créer des groupes ou des espaces autogérés, et de s'y retrancher, le rejet parallèle de toutes formes d'organisation politique au sens large (que ce soit dans un parti, un syndicat ou un groupe femme), tout cela amène à l'abandon de toutes perspectives à moyen terme ou de la volonté de changer la société, ce que les slogans "Tout et tout de suite" ou "No Future" expriment à leur manière.



EN DEROUTE ?

Une autre idée qui a parfois été présente dans une partie du mouvement et qui nous semble dangereuse est celle (élitaire) de ne considérer que le noyau du mouvement comme menant les "véritables" actions et de sous-estimer — voir de rejeter — les manifestations de plusieurs milliers de personnes. Cela a amené à ne pas tisser suffisamment de liens avec des couches plus larges de jeunes, à ne pas utiliser ces liens et cette force pour une perspective à plus long terme.

Mais le "mouvement" ne soulève pas que des problèmes liés directement au centre autonome. Ainsi il faut mettre sur le compte des événements de ces derniers temps la création du syndicat écolier. Ce dernier est justement l'expression de la nécessité de trouver des formes d'organisation permanentes. L'expérience que la résistance individuelle ne va pas très loin a été faite par beaucoup de monde. C'est ainsi grâce au mouvement que nombreux sont les écoliers ou apprentis qui ont fait leurs

premières expériences politiques et qu'ils se sont ensuite engagés dans le mouvement pacifiste ou dans la lutte pour de meilleures conditions de travail et d'apprentissage.

Il serait donc entièrement faux de prétendre que le mouvement des jeunes serait mort et enterré, car justement nombreux sont ceux qui, à travers d'autres canaux, continuent à s'engager pour des objectifs plus généraux que pour la seule création d'un centre autonome, objectif qui a longtemps cristallisé la révolte des jeunes.

Un changement radical de société ne se fera que si la jeunesse trouve de forts alliés qui se prononcent également pour cette perspective. La majorité de ces alliés est certainement formée par tous ceux qui subissent l'exploitation que ce soit celle du travail, celle de la crise du logement ou celle de la destruction de l'environnement, et ces alliés-là, ce sont les salariés.

Il est vrai qu'à l'encontre d'autres pays où un fort mouvement ouvrier é-

xiste, la Suisse ne connaît pas une situation politique qui se caractérise par une classe ouvrière forte et active. Il n'est donc de loin pas "naturel" que les intérêts des jeunes et des salariés soient défendus en commun. Pourtant la solidarité de nombreux activistes du mouvement avec les typographes en grève a démontré comme cette défense est possible.

Au vu de cette situation, bien loin de se laisser aller au découragement, il faut au contraire s'engager dans des perspectives politiques claires, commencer à construire ou développer les structures, syndicats écolier ou ouvrier, qui nous permettent de s'organiser collectivement, se lancer dans des campagnes nationales, comme celle contre la révision du code pénal pour empêcher l'aggravation de la répression...

S'organiser dans la Taupe peut aussi être un moyen de faire tout cela.

correspondant, Zürich

France :

LES JEUNES EXIGENT LE CHANGEMENT

Si l'on devait mesurer le changement intervenu en France depuis la victoire de François Mitterrand aux cris et pleurs des banquiers et industriels suisses quelque peu égratignés par les nationalisations, on pourrait croire que le gouvernement socialiste a définitivement aboli la sacro-sainte propriété privée. La réalité est néanmoins tout autre. Certes le nouveau gouvernement a pris une série de mesures positives. Ainsi il a envoyé au placard les lois anti-casseurs et les "flagrants délits" qui ont permis des années durant d'envoyer sommairement au trou les jeunes manifestants ou les jeunes chômeurs poussés à la petite "délinquance". Mitterrand a de plus annoncé que désormais l'avortement serait remboursé par les assurances sociales et que le 8 mars serait officiellement proclamé "journée internationale des femmes". Certes entre un voyage pour voir Begin et un entretien avec Reagan, Mitterrand a livré des armes aux sandinistes, mais au delà de ces réformes bien minces —et qui pourtant font déjà hurler la droite française et la presse bourgeoise de notre pays en coeur, le véritable changement se fait encore bien attendre.



d'autres groupes, dans une campagne "pour les 6 mois, comme promis". Pétition du syndicat national des lycéens, meetings, délégation auprès du ministère, rencontre avec les parlementaires du PC et du PS, interview à la télévision...la campagne a aujourd'hui pris une importante ampleur au niveau national. Les récoltes de signatures vont bon train dans les écoles techniques et les lycées et même dernièrement auprès des soldats. Dans les gares les jours de congés ou en caserne, ce sont à ce jour déjà plus de 3500 jeunes recrues qui ont signé pour les 6 mois malgré la répression qui reste la seule réponse du gouvernement.

Entre la hiérarchie et les soldats le gouvernement doit choisir

Plusieurs soldats se sont fait mettre aux arrêts de rigueur pour avoir pris part à la campagne et donné une conférence de presse en uniforme. Pourtant de nombreuses organisations ont, sans se prononcer pour les 6 mois, pris la défense de ces soldats et exigent que les droits démocratiques puissent exister également dans les casernes, citons pour exemple la Ligue des droits de l'Homme, le syndicat CFDT de la région parisienne ou le syndicat des enseignants la FEN.

Alors Hernu a beau déclarer que "la lutte des classes n'a pas lieu dans l'armée, il n'empêchera pas que le mouvement de protestation se développe. Les militaires haut-placés sont certes peu favorables au gouvernement socialiste et font obstacle à tout changement. Mais le gouvernement PC-PS doit aujourd'hui, à la place de faire les yeux doux à la hiérarchie, s'appuyer sur la mobilisation des jeunes de la même manière qu'il devrait s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs pour faire obstacle au sabotage économique des milieux financiers.

C'est en suivant cette politique que le changement pourra s'installer, c'est en développant cette mobilisation auquel nos camarades des JCR contribuent que le changement s'inscrira dans les réalités quotidiennes.

Les jeunes, qui pour la première fois pouvaient prendre part à l'élection présidentielle dès l'âge de 18 ans, ont massivement voté pour la Gauche. L'espoir de ne plus voir l'avenir professionnel rimer avec la porte d'entrée d'une agence nationale pour l'emploi, de ne plus être systématiquement soumis aux tracasseries policières ou encasernés pendant 18 longs mois, la jeunesse l'a fortement exprimé en votant contre Giscard. Alors aujourd'hui les jeunes sont en droit d'attendre que les promesses faites soient tenues. Or s'il est bien un domaine où le nouveau gouvernement ne modifie pas d'un iota la politique de l'ancien, c'est celui de la Défense nationale: construction d'un septième sous-marin nucléaire, poursuite des essais nucléaires, courbette du Ministre socialiste de la

Défense devant les képis de l'Etat-major, bref on brade allégrement le programme sur lequel on a été élu pour plaire au sentiment nationaliste et militariste de la droite.

6 mois, comme promis

Une des promesses de Mitterrand pour s'attirer l'électorat jeune fut celle de ramener la durée du service militaire à 6 mois. Mais peu après les élections le ministre de la défense, Charles Hernu, expliqua que cette réforme n'était plus de mise. Loin de se laisser à la résignation, la jeunesse répondit à ce recul en prenant ses affaires en main. Les JCR (Jeunesses communistes révolutionnaires, organisation "soeur" de la Taupe en France) se sont lancées avec